

[**Management autoritaire, mépris des agents, détresse et souffrance des personnels, employeur aux abonnés absents... La tentative de suicide d'une agente de la Région IdF est inacceptable !*]

Texte transmis par des collègues du lycée P. de Coubertin de Meaux

Aujourd'hui, mardi 22 septembre, nous sommes vingt agents de service du lycée P. de Coubertin de Meaux à avoir exercé notre droit de retrait.

C'est une décision difficile, qui nous engage entièrement dans un parcours incertain. Nous devons le prendre, non seulement par solidarité, mais aussi pour faire entendre à nouveau l'urgence dans laquelle nous nous trouvons.

Vendredi, une de nos collègues tentait de mettre fin à ses jours au sein de notre établissement. Son mal-être au travail, nous le partageons et nous l'avons exprimé à de nombreuses reprises à notre employeur : la Région Île-de-France. Cette dernière n'a pas répondu lorsque nous lui avons signifié notre souffrance à travailler sous la direction des personnes qu'elle emploie, personnes qui ne nous ont pas traités correctement. Elle n'a pas répondu lorsque nous nous indignions d'humiliations quotidiennes, d'ordres arbitraires, de mesures punitives ou encore de paroles profondément incorrectes prononcées à notre égard. Elle ne nous a pas répondu lorsque nous nous sommes étonnés que nos impératifs personnels, même lorsqu'ils étaient d'ordre médicaux, n'aient pas été systématiquement pris en compte par notre hiérarchie.



Le parcours de notre collègue, actuellement hospitalisée, est en ce sens tristement exemplaire : revenant d'un long congé maladie, elle avait droit à un aménagement relatif à la charge de travail qui ne lui a pas été accordé. Il aurait été raisonnable et humain de l'affecter dans le service qu'elle connaissait depuis longtemps et aimait, plutôt que dans un autre. Il aurait fallu prendre au sérieux

les appels qu'elle avait déjà lancés, que nous tous avons lancés. Vendredi, elle a exprimé, formulé, écrit son immense souffrance et son épuisement face à une situation devenue à ses yeux une impasse. Pourtant, nous craignons encore qu'elle n'ait pas été entendue. Alors, par solidarité, soutenus par les personnels du lycée qui se sont joints à nous et par les syndicats qui nous épaulent, nous nous mobilisons.

Nos appels, et celui désespéré qu'a exprimé notre collègue, vont-ils enfin convaincre nos employeurs de venir nous entendre, malheureusement un peu tard ?

Dans cette période où nous sommes pleinement conscients du rôle crucial de nos équipes dans la mise en œuvre du protocole sanitaire, nous voulons retourner au travail. Toutefois, il va falloir pour cela qu'à l'angoisse liée à la crise sanitaire ne s'ajoute plus celle que nous exprimons depuis longtemps déjà. Celle-là même qui fait que, depuis plus de deux ans, nous dormons mal, nous demandons nos mutations, nous connaissons des périodes dépressives. Angoisse à laquelle s'ajoutent aujourd'hui la tristesse et la colère devant l'absence de réaction et d'aide de la part de gens qui avaient connaissance de notre situation.

Nous attendons donc de la Région qu'elle nous entende et nous donne rapidement les moyens de travailler dans des conditions acceptables.